

Centre de presse d'El Moudjahid

Dr KHADRI HAMZA, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE DES ÉTUDES CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

« L'unité nationale CONSOLIDÉE dans la Constitution »

Le Centre de presse Mohamed-Abderrahmani d'El Moudjahid a abrité, hier, une conférence-débat sur le thème « L'unité nationale dans la nouvelle Constitution ». Lors de cette conférence animée par l'Association algérienne des études constitutionnelles et juridiques, le Dr Khadri Hamza, président de l'association, et le Dr Ahmed El-Mehdi Zouaoui, membre du bureau national, ont tous deux mis en avant le fait que « les textes de la nouvelle Constitution sont à même de préserver et de consolider l'unité nationale et l'intégrité territoriale ».

S'exprimant en premier, le président de cette association a souligné que « la Constitution renferme trois mécanismes consolidant et de façon directe, l'unité nationale ».

D'abord, explique-t-il, « il y a le neuvième paragraphe du préambule où les valeurs de la fraternité, du dialogue et de la conciliation sont désormais constitutionnalisées. En effet, le paragraphe 9 du préambule de la loi fondamentale stipule que « le peuple entend garder l'Algérie à l'abri de la Fitna, de la violence et de tout extrémisme, en cultivant ses propres valeurs spirituelles et civilisationnelles, de dialogue, de conciliation et de fraternité, dans le respect de la Constitution et des lois de la République ».

Le deuxième mécanisme préservant l'unité nationale est celui de la constitutionnalisation de tamazight en tant que langue nationale, soutient le juriste, tout en rappelant, ici, qu'il s'agit là d'« une réponse à une revendication populaire exprimée depuis plusieurs décennies ». Enfin, le troisième mécanisme consolidant, et de façon directe, l'unité nationale est celui cité dans l'article 51 et assurant notamment que l'égal accès aux fon-

ctions et aux emplois au sein de l'Etat est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi.

Outre ces mécanismes directs, il existe, relève le conférencier, « des réformes constitutionnelles », dit-il qui « servent de manière indirecte cet objectif de préservation de l'unité nationale ». Il évoquera, notamment celles inhérentes à la promotion des droits et libertés, à la préservation du caractère social de l'Etat algérien, l'avancée appréciable enregistrée en ce qui concerne la séparation des pouvoirs... Le Dr Khadri Hamza mettra l'accent ensuite sur le fait que « les dangers — internes ou externes — qui menacent l'unité nationale et l'intégrité territoriale sont aujourd'hui réels, palpables ». Citant quelques éléments attestant ces dires, il affirme que « l'Algérie fait partie — géographiquement parlant — d'une région concernée par d'anciens projets malveillants et tendant à fragmenter les pays arabes et l'ensemble des pays musulmans, sous le prétexte fallacieux de les démocratiser ». Le président de l'association algérienne des études constitutionnelles et juridiques signalera, d'autre part, de menaces externes



Ph : Y. Cheurfi

visant l'intégrité territoriale et l'unité nationale, évoquant, dans ce cadre, « le contexte régional actuel » ainsi que « les tentatives d'incursions terroristes à travers nos frontières, notamment celles séparant l'Algérie de la Libye ». Le Dr Khadri Hamza insistera, d'autre part, sur le fait que « les risques et dangers menaçant l'intégrité territoriale et l'unité nationale ne sont pas externes uniquement ». Il affirme qu'il existe des Algériens qui demandent de séparer la région de la Kabylie des autres régions du pays. Selon le président de l'association algérienne des études constitutionnelles et juridiques, ces personnes ne sont nullement ani-

mées par un quelconque esprit patriotique, mais plutôt un esprit purement commercial, « ces énergumènes qui ne représentent pas grand monde au demeurant, perçoivent des salaires de pas moins de 13.000 euros de la part d'associations qui cultivent la haine contre l'Algérie ». Interrogé sur la source de cette affirmation, il répond : « Ce sont des rapports de presse qui n'ont d'ailleurs pas été contredits, ni démentis ». Convié à prendre la parole, ensuite, le Dr Ahmed El Mehdi Zouaoui, membre du bureau national, a pour sa part, mis en avant sur le rôle des médias dans la préservation de l'unité nationale. Il notera à cet égard

que « l'article 50 de la Constitution garantit la liberté de la presse écrite, audiovisuelle et sur les réseaux d'information et qu'elle n'est restreinte par aucune forme de censure préalable ». Aussi cette liberté ne peut être utilisée pour attenter à la dignité, aux libertés et aux droits d'autrui. Selon cet article, la diffusion des informations, des idées, des images et des opinions en toute liberté est garantie dans le cadre de la loi et du respect des constantes et valeurs religieuses, morales et culturelles de la Nation. Autre avancée mise en exergue par cet intervenant, à la faveur de la nouvelle constitution, « le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de liberté ». Le Dr Ahmed El Mehdi Zouaoui qui soutient haut et fort que le journaliste algérien doit briller par son professionnalisme, émettra ensuite une proposition pour la création prochaine d'« un réseau de formation et de recherches au profit des journalistes », auquel réseau devraient être associés les journalistes, les entreprises de presse, l'université algérienne et les magistrats. L'objectif assigné à ce réseau serait d'améliorer davantage l'exercice du métier.

Soraya Guemmouri

M. OUYAHIA

« REBRAB A POLITISÉ L'AFFAIRE EL KHABAR »

Le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, fraîchement conforté à ce poste à l'issue des travaux du 5^e congrès vient de démontrer une fois de plus à quel point le bon choix des mots certifie d'une analyse politique sans équivoque. Il a eu réponse à toutes les questions soulevées par un parterre de journalistes, présents à la conférence de presse qu'il a animée, hier, au siège de sa formation. M. Ouyahia a aussi tenu à asséner certaines vérités que nul ne peut remettre en cause, à l'exemple de l'affaire — c'en est une hélas — de la cession d'actifs du quotidien *El Khabar* et au sujet de laquelle Ouyahia affirme clairement, qu'« Issaad Rebrab, Pdg de Cevital a politisé cette affaire en appelant « au départ du régime. Ce que je ne peux applaudir » dira le SG du RND. M. Ouyahia dont une grande partie de l'opinion lui reconnaît par ailleurs ses qualités d'excellent orateur qui a toujours privilégié l'intérêt de son pays sur toute autre considération. Une logique qu'il a fait valoir dans son évocation des relations bilatérales entre l'Algérie et la France, la dénonciation des agissements du Mouvement séparatiste MAK et de son président Ferhat Mehenni qu'il a qualifié de « mercenaire à la solde d'intérêts étrangers » sans oublier son réquisitoire contre une certaine classe politique qui s'enlise « dans un faux débat en omettant les vraies questions d'intérêt général qui engagent l'avenir du pays confronté aux nouveaux défis ».

Ce sont là quelques sujets d'actualité sur lesquels le SG du RND s'est exprimé, hier, après avoir affirmé, que les travaux du 5^e congrès ordinaire du parti (qui a coûté 10 milliards de centimes) constitue « un saut qualitatif dans la méthodologie politique du parti et une confirmation dans la constance des positions du RND qui sont la défense des intérêts du pays et la fidélité au Président de la République ». A ce propos, M. Ahmed Ouyahia a indiqué que les militants du RND ayant pris part au 5^e congrès ordinaire ont salué « avec une immense satisfaction » le message de félicitation adressé par le Président de la République à l'issue de son élection à la tête du parti. « En guise de reconnaissance, les congressistes ont adopté à l'unanimité, une motion spéciale de soutien au Président de la République qui a été validée en moins de dix minutes » ajoutera Ouyahia. Il s'est félicité ainsi de l'excellence des relations politiques entre le RND et le Président de la République. Le chef de parti s'est abstenu d'ailleurs de commenter l'absence du SG du FLN à l'ouverture du congrès du RND réitérant toute-

fois le fait que « le FLN est un allié stratégique et il n'y a aucun problème avec lui ».

Ferhat Mehenni, « mercenaire » et Manuel Valls, « extrêmement indélicat »

M. Ouyahia, s'il revendique une relation saine et apaisée avec le FLN, s'est montré en revanche outré qu'il y ait des Algériens qui sont contre leur propre pays. « Il existe incontestablement aujourd'hui des forces étrangères qui ont des comptes à régler avec l'Algérie et il existe aussi des Algériens qui ont pris position contre leur pays et j'entends par là, le MAK de Ferhat Mehenni » a, en effet, soutenu le conférencier dans sa réponse à une question au sujet de ce mouvement. Selon lui, « la région de la Kabylie est une partie indivisible du territoire national, nonobstant l'appartenance politique ou les divergences d'opinions ». Aussi, le MAK « fait dans la guerre subversive » a souligné M. Ahmed Ouyahia ajoutant que « malheureusement Ferhat Mehenni qui est fils de chahid s'est retrouvé à son âge avancé, mercenaire d'une cause étrangère et non pas d'une prétendue cause de la Kabylie ». Le SG Du RND appelle en outre, à « une adhésion totale, (majorité et opposition), pour défendre l'unité nationale et constituer un rempart autour de l'Algérie face à toute attaque venant de l'étranger ». Autre fait vigoureusement dénoncé par M. Ouyahia, ce dernier concerne l'attitude du Premier ministre français Manuel Valls qui a été reçu en audience par le président Bouteflika lors de sa dernière visite en Algérie. De retour à Paris, Valls a publié sur son compte tweeter une photo du chef de l'Etat algérien où le président Bouteflika apparaît affaibli. « C'est d'une extrême indélicatesse » a soutenu Ahmed Ouyahia justifiant ainsi les nombreuses réactions ayant émané de différents politiques et organisations nationales qui ont condamné le comportement du Premier ministre français. « Ce qui a provoqué l'indignation après la publication par M. Valls d'une photo du Président Bouteflika, c'est une énorme indélicatesse. Vous êtes Premier ministre d'un pays et vous êtes reçu par le Président de la République et tout ce que vous trouvez à faire c'est de publier une photo du Président Bouteflika » explique le SG du RND.

« Il existe incontestablement aujourd'hui des forces étrangères qui ont des comptes à régler avec l'Algérie, et il existe aussi des Algériens qui ont pris position contre leur pays ; et j'entends par là, le MAK de Ferhat Mehenni. »



Ph : Billet

« Le Tweet de Valls n'a rien montré même si le Président n'était pas dans un de ses meilleurs jours », a-t-il ajouté, estimant, toutefois, que « cet acte n'affectera pas les relations algéro-françaises ». Ce qui fait la spécificité des rapports algéro-français, c'est « le lourd passif historique que partagent aujourd'hui les deux communautés » fera observer par ailleurs M. Ahmed Ouyahia. Du côté algérien, des voix se sont élevées pour revendiquer l'instauration d'une loi criminalisant le colonialisme. De l'avis d'Ouyahia cette loi « n'apportera rien aux Algériens ». En revanche a-t-il plaidé, « il y a lieu d'être dignes de nos martyrs et moudjahidines qui ont permis de bâtir un pays de plus en plus puissant ».

Aussi, « c'est la plus belle revanche sur l'agression colonialiste et la plus belle affirmation du destin naturel de l'Algérie » dira-t-il en citant le cas du Vietnam « qui n'a pas exigé des excuses de ses agresseurs mais qui est parvenu à bâtir une économie émergente. Notre revanche sur le colonialisme c'est d'accomplir la deuxième partie du message du 1^{er} Novembre 1954, à savoir construire un état démocratique et social, ce qui donnera à l'Algérie une voix plus forte sur la scène internationale », a-t-il encore ajouté. A une question concernant le choix du dernier déplacement du président de la République de se rendre en Suisse au lieu de la France pour effectuer des contrôles médicaux, le chef de parti qui s'est

désolé d'abord du fait que « même cette visite est politisée », a tout simplement rappelé que « ce n'est pas la première fois que le Président se rend en Suisse pour ces mêmes contrôles »

Politique extérieure : principe et souveraineté dans les positions de l'Algérie

Le SG du RND affirme que l'Algérie « n'a jamais privilégié la diplomatie spectaculaire ». « La politique extérieure du pays est une « politique de principes et très souveraine dans ses positions » a-t-il affirmé. Il ne manquera pas de souligner au passage, les efforts consentis par l'Algérie dans le règlement de plusieurs crises, citant les conflits libanais et libyens. Il citera en ce sens l'un des derniers exploits en date, celui de la visite effectuée récemment en Syrie par le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel. « Cette visite n'a pas été critiquée par l'opposition syrienne » dira le SG du RND relevant l'existence de divergences entre l'Algérie et des pays du Golfe sur certaines questions régionales, notamment la situation en Syrie. Evoquant la situation économique du pays, Ouyahia a mis en garde quant à un éventuel recours à l'endettement extérieur, pour faire face à la crise induite par la chute du prix du pétrole, se félicitant de la « sage décision » du Président Bouteflika en remboursant par anticipation la dette extérieure de l'Algérie. M. Ahmed Ouyahia a souligné la nécessité de réhabiliter le travail, d'engager des réformes, d'encourager davantage l'investissement et de revoir la politique des subventions sans affecter le principe de la solidarité nationale. A une question concernant l'emprunt obligataire, le conférencier a plaidé pour la généralisation de la finance islamique. « Expliquez-moi pourquoi en Occident la finance islamique est la bienvenue. Si c'est ça qui va faire rentrer de l'argent dans nos banques, pourquoi pas ? », s'est-il interrogé.

Par ailleurs, au sujet du retour de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, M. Ouyahia s'est contenté de dire que « Chakib Khelil est dans son pays ».

Sur un autre volet, M. Ouyahia s'est dit prêt à se présenter devant la justice si jamais cette dernière le convoque en qualité de témoin dans n'importe quelle affaire, et même dans le cadre d'une information judiciaire, « je suis un justiciable comme tout le monde ! » a-t-il conclu.

Karim Aoudia